



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article284>

Conférence de presse de l'UFP : Soutien total au retour des réfugiés

- Actualités - Droits humains -



Date de mise en ligne : vendredi 6 juillet 2007

Union des Forces de Progrès



L'Union des Forces du Progrès (UFP) a organisé le jeudi 5 juillet 2007 à son siège à Tevragh-Zeina de Nouakchott une conférence de presse au cours de laquelle le parti est revenu sur le dossier des déportés, une question vitale selon elle pour l'unité nationale.

Au cours de son intervention, le président de l'UFP, M. Mohamed Ould Maouloud, entouré de son staff a salué le discours du chef de l'Etat à qui il a exprimé son soutien total, tout en avançant une série de propositions concrètes pour le succès de l'opération.

Ould Maouloud dira que « les événements de 89 ont déchiré notre peuple » comme ils auraient déchiré selon lui le programme de l'UFP, « un parti d'unité nationale où se retrouvent toutes les composantes de notre peuple » souligne-t-il. Il considère que 89 a été vécu dans leur chair, « comme un déchirement dans une famille ». Il se réjouit qu'il n'y ait pas eu d'affrontement dans nos rangs. « Certains d'entre nous ont été victimes de la déportation, d'autres se sont volontairement exilés pour maintenir l'esprit d'unité nationale dans les camps et aider les déportés à s'organiser pour leur survie » précise le président Maouloud.

Il trouve que 89 a semé des mines prêtes à exploser à tout moment. Ceux qui disent qu'il faut attendre ne sont pas conscients que ces mines peuvent exploser n'importe quand, c'est des questions qu'il faut régler, dira-t-il en substance.

« 89 a entraîné des massacres, des déportations, des rapatriements, ... Il faut régler tous ces problèmes les uns après les autres. Or parmi tous ces problèmes, le plus grave est celui des déportés, car il s'agit de personnes à qui l'on a privé jusqu'à leur identité nationale, leur appartenance à un pays ; c'est une souffrance qui n'équivaut à aucune autre. Il faut ramener les déportés, ils partageront avec ceux qui sont ici les autres problèmes.

Nous pensons que cette opération va se dérouler dans des conditions favorables et d'autres défavorables » finira par reconnaître le chef de file de ce parti du centre. Les propositions que et constats que l'UFP avancent peuvent se résumer ainsi.

Les conditions favorables : Il y a un vrai consensus de tous les acteurs politiques autour de cette question avant le coup d'Etat du 03 août 2005 : forum de 2005 qui a regroupé ex-opposition et certains partis de l'ex majorité ; ensuite

les journées de concertation de décembre 2005 et puis l'élection présidentielle pendant laquelle tous les candidats ont inscrit cette question à leurs programmes. Le discours du président vient exprimer ce consensus. L'existence d'une expérience concrète de retour. En 1998 il y a eu une opération de retour organisée par le HCR qui peut donc constituer un point d'appui essentiel pour mener cette opération.

Les conditions défavorables : l'ignorance de l'opinion publique de cette question. Certains ignorent même qu'il y a eu des déportations. Le nombre de déportés n'est pas très bien connu. Certains sont revenus en 98, mais combien sont-ils, combien sont retournés, etc ... Le pouvoir avait fait du retour de 89 un secret d'Etat car ne reconnaissait pas le problème publiquement. 35 000 réfugiés seraient rentrés en 1998.

Le premier besoin aujourd'hui est un besoin d'information. La clef du règlement du problème c'est aussi avoir une source fiable d'information, car les chiffres avancés sont très différents. Certains parlent de 120 000, d'autres de 80 000, 60 000, 10 000 ... La seule source fiable est celle du HCR, qui a eu à accompagner les réfugiés pendant longtemps, les a organisés, et recensés notamment en 1996 et en 1998, au Sénégal où se trouvent les déportés. Et on peut faire encore un autre recensement. Au Sénégal au moins, c'est la principale organisation qu'il faut solliciter. Au Mali, c'est des réfugiés. Certains d'entre eux sont revenus, mais on ne connaît pas leur nombre. Dans les zones où ils sont rentrés la situation est explosive et peut éclater à n'importe quel moment, car rien n'est réglé pour eux : terres non restituées ... Le HCR n'a pas intervenu au Mali.

Nos propositions Concertations nationales au niveau de toutes les forces politiques pour formaliser le consensus politique autour de cette question. Organisation de journées nationales d'information pour le programme arrêté pour le retour au niveau central et local pour que tout le monde soit informé. Mise sur pied d'une commission nationale de concertation et d'appui au retour pour aider les commissions techniques. Instauration d'un fond national de solidarité avec les déportés pour susciter un élan de solidarité. Pilotage de l'opération par le HCR qui a une longue expérience dans le domaine. Programme bien établi pour un retour organisé et bien mené. Appel à toutes les forces politiques à un débat patriotique au-delà des rivalités politiques et des utilisations politiciennes. Lutter contre toute tendance visant à semer la peur dans l'opinion ou à maximiser la question ».